agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/PAKISTAN - Appel du Conseil mondial des églises au Premier Ministre : « il est urgent de protéger les minorités religieuses »

Islamabad (Agence Fides) – Le Conseil mondial des églises invite le gouvernement pakistanais à « protéger du terrorisme les chrétiens pakistanais et toutes les minorités religieuses ». C'est ce qu'affirme une lettre envoyée par le Secrétaire général du Conseil, le pasteur Olav Fykse Tveit, au Premier Ministre du Pakistan, Nawaz Sharif, suite aux attentats de la semaine dernière contre l'église anglicane de Tous les Saints de Peshawar. Dans le texte de la lettre, envoyé à l'Agence Fides, le Conseil mondial des églises « condamne les actes de terrorisme », exprimant sa solidarité aux familles des victimes, promettant de les porter « toutes dans nos pensées et dans nos prières ». Le Secrétaire général du Conseil fait état de sa forte préoccupation en ce qui concerne l'insécurité des minorités religieuses au Pakistan, et en particulier face à la croissante menace représentée par l'extrémisme religieux. Le Secrétaire général du Conseil exhorte donc le gouvernement pakistanais à prendre les mesures nécessaires à garantir la sécurité aux communautés les plus vulnérables, surtout les communautés religieuses qui doivent faire face à des menaces continuelles contre leur vie.
Le terrorisme est une plaie qui touche l'ensemble de la nation, ainsi que le montrent les dernières données diffusées par le Centre pour la recherche et les études sur la sécurité, think tank pakistanais ayant son siège à Islamabad. Dans un rapport envoyé à Fides, le Centre informe que, de janvier au 31 août 2013, 4.286 personnes ont été tuées au Pakistan – et 4.066 autres blessées – dans le cadre de différents homicides ciblés, attaques de militants, attentats terroristes tels que les actions suicides des talibans. « A cause des failles existant dans l'Etat de droit et de l'impuissance des tribunaux, le Pakistan est devenu un camp d'extermination dans lequel les militants, les talibans et les fondamentalistes islamiques opèrent impunément » commente une note envoyée à Fides par la Asian Human Rights Commission, ONG ayant son siège à Hong Kong. « Pour les civils, il n'existe pas de dignité – poursuit la note. Le respect pour la vie et le sens de la justice ont disparu alors que les citoyens pakistanais innocents sont devenus simplement de la chair à canon. Le droit à la vie a perdu toute signification ». Selon la Asian Human Rights Commission, « il est urgent d'intervenir sur le système de justice pénale mais le gouvernement doit également avoir la volonté de contrôler le militantisme dans le pays ». (PA) (Agence Fides 04/10/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it